



## ÉCONOMIE

# La dette publique française frôle les 100 % du PIB

— Selon les derniers chiffres de l'Insee, la dette publique a atteint 99 % du PIB en juin, après être brièvement passée au-dessus de 100 % mi-2017.

La dette publique de la France a atteint 99 % du PIB à la fin du deuxième trimestre, selon les chiffres publiés vendredi par l'Insee. L'endettement de l'Hexagone frôle ainsi la barre symbolique des 100 %, poussée à la hausse par une récente modification comptable autour de la dette de la SNCF.

Fin mars, selon les statistiques alors publiées par l'Insee, le déficit public se montait à 97,6 % du PIB. Avec un niveau de 99 % trois mois plus tard, l'augmentation peut sembler colossale. Ce n'est pas vraiment le cas. En effet, les chiffres du second trimestre sont les premiers à prendre en compte la dette de la SNCF, désormais comptabilisée avec celle de l'État. L'institut de la statistique a en effet annoncé début septembre

que la branche « infrastructure » du transporteur ferroviaire devait être traitée non plus comme une entreprise mais comme une administration. Et que ce changement s'applique depuis 2016. L'Insee a donc refait les comptes en ajoutant près de 40 milliards d'euros, une somme autrefois portée par la SNCF, dans la dette publique. Soit un alourdissement d'un peu moins de 2 points de PIB.

Après révision, la dette fin mars 2019 n'a donc pas été de 97,6 % du PIB comme annoncé à l'époque mais de 99,3 %. Et le chiffre de 99 % pour le second trimestre apparaît donc en baisse de 0,3 point par rapport au premier trimestre. La France tutoie donc la barre des 100 % du PIB. À vrai dire, elle l'a même dépassée. Les nouveaux calculs montrent en effet que la dette a franchi ce seuil au premier trimestre 2017, à 100,7 % du PIB, avant de culminer à 100,9 % au second trimestre. Elle est ensuite redescendue pour finir l'année 2017 à « seulement » 98,5 %. Ces variations trimes-

trielles sont habituelles. L'État a tendance à davantage emprunter et à moins encaisser de recettes en début d'année. Les choses se rééquilibrent ensuite. Voilà pourquoi les chiffres du premier et du second trimestre sont souvent plus élevés que le déficit véritablement atteint à la fin de l'exercice. Pour fin 2018, le gouvernement prévoit ainsi une dette de 98,7 % et de 98,6 % fin 2019.

L'envolée de la dette, passée en dix ans de 65 % à près de 100 % du PIB, n'a pour le moment pas vraiment de répercussions économiques. La France continue à emprunter à des taux d'intérêt historiquement faibles pour financer sa dette, y consacrant tout de même plus de 40 milliards d'euros par an. « Le seuil de 100 % est unique-

ment symbolique. C'est un peu la même chose que lorsque la France avait perdu sa notation Triple A en 2012. Cela ne change rien mais cela confirme notre difficulté à stabiliser la dette. C'est évidemment un grand danger sur le long terme, car lorsque les taux d'intérêt vont remonter, la charge financière de la dette va s'envoler », rappelle François Écalle, ancien membre de la Cour des comptes, et créateur du site [fipeco.fr](http://fipeco.fr).

Selon les prévisions du gouvernement, le ratio de dette de la France ne devrait se réduire que très lentement dans les années à venir. De quoi creuser l'écart avec l'Allemagne. Outre-Rhin, en effet, la trajectoire de redressement est bien plus nette et la dette qui avait atteint près de 80 % du PIB à la fin des années 2000 semble bien partie pour repasser sous les 60 % dès cette année. Pour François Écalle, cette divergence grandissante entre les deux principales économies européennes « pourrait vite devenir source de tensions dans la zone euro ».

**Mathieu Castagnet**